

# Lettre Jacques Cœur n° 22

Mars 2019





François-Xavier BOUIS  
Président de Cie Financière Jacques Cœur



Pierre SELLAL<sup>1</sup>  
Ancien ambassadeur, Secrétaire Général  
du ministère des affaires étrangères de  
2009 à 2014



Michel FOUCHER<sup>2</sup>  
Senior Advisor, Ancien ambassadeur

## Introduction

---

La réunion du Club Jacques Cœur de mars 2019 est consacrée à deux problématiques dont l'exposé et l'analyse invitent à identifier, au-delà de l'affaire Carlos Ghosn, les effets des différents retours de nationalismes économiques sur la poursuite de la croissance européenne

D'une part, Pierre Sellal analyse l'état de l'Union à la veille du Brexit et des élections européennes à travers trois pistes de réflexion et d'action : protéger, compléter et assumer.

D'autre part, Michel Foucher passe en revue les facteurs et effets du nationalisme économique dans le monde mais aussi l'Europe. Il s'intéresse notamment aux gouvernements d'Italie et de Pologne qui sont deux pays avec une place importante au sein de l'Union Européenne mais aussi dans leur relation avec la France. Il montre également comment les dirigismes et interventionnismes affectent la souveraineté industrielle de l'Europe avec l'exemple d'Air France et de KLM ou encore de la France et de la Chine.

---

Crédits photo : touteurope.eu

<sup>1</sup> Pierre SELLAL est l'un des meilleurs connaisseurs en France des questions européennes. Ambassadeur de France, il a consacré la plus grande partie de sa carrière aux affaires européennes, exerçant plus de dix ans les fonctions d'ambassadeur et Représentant Permanent de la France auprès de l'Union Européenne à Bruxelles. Pierre Sellal devient en 2017 le Président de la Fondation de France.

<sup>2</sup> Senior advisor de CFJC, Ancien Ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH) depuis 2013. Géographe et diplomate, Michel Foucher a été ambassadeur de France en Lettonie (2002-2006), ancien Conseiller du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine.

# Etat de l'Union à la veille du Brexit et des élections européennes :

## Que redouter ? Qu'espérer ?

---

### D'abord, un constat et une hypothèse.

Mon constat est celui de la volatilité des jugements sur l'état de l'UE, endémique, mais qui s'accélère.

On est « au fond du trou » en 2016 avec le référendum britannique, la crise migratoire, la situation de la zone euro (Grèce) ; en 2017, l'élection du Président français est perçue comme un coup d'arrêt à la vague populiste ; la croissance économique revenue partout crée un climat d'euphorie ; en 2018 on constate que le sursaut français n'a pas suffi à dynamiser le continent ; les facteurs Trump et d'une Chine plus assertive pèsent et la situation est jugée négative. L'image de la relation entre l'Allemagne et l'UE passe de l'exaltation à sa dénonciation.

Cette volatilité dénote une superficialité, une immaturité (des commentateurs).

Mon hypothèse est de faire le pari de la maturité du système européen, qui a trouvé désormais un point d'équilibre, qu'il faut assumer. Si la perspective n'est pas l'absorption des Etats-nations dans l'ensemble européen, l'équilibre entre les compétences des Etats et les compétences de l'Union semble atteint.

Il n'y a pas vraiment de place pour une réduction des compétences de l'Union. J'en veux pour preuve la conclusion de la revue des compétences à rapatrier au niveau national conduite par des experts, pendant 18 mois, à la demande de David Cameron : l'équilibre est favorable aux intérêts britanniques.

Toujours appeler à « plus d'Europe » est parfois anxiogène, déresponsabilisant pour les gouvernements nationaux, contredit la recherche de plus de proximité dans la décision politique.

Penser le système européen comme ayant atteint sa maturité éviterait de céder aux excès rhétoriques, aux fausses promesses et aux slogans (Lisbonne et « l'économie la plus compétitive du monde » ; le TTIP et les 5 à 8 millions d'emplois en plus ; l'Europe « sociale », dont il n'a jamais été vraiment question depuis 1957 ; « l'armée européenne », alors qu'il n'y a aucune politique de défense intégrée). Les hyperboles sont négatives pour la crédibilité européenne, créent déception, désamour, et distance.

Deux ponts aux ânes : l'illusion institutionnelle et la nostalgie carolingienne du noyau dur.

Le premier est entretenu par l'inventivité française sans égal, freinée par les Allemands. Les révisions des traités ont des rendements décroissants, outre les accidents de ratification. L'Union peut faire à peu près tout ce qu'elle veut dans le cadre du traité de Maastricht. Ma conviction est que les changements de structure ne font jamais une politique.

Le second procède d'une réticence ancienne à l'élargissement, à la hantise du blocage provoqué par les réfractaires aux avancées d'où la « géométrie variable ». Le problème du noyau dur est que s'opposant à l'écorce molle (Hubert Védrine) tous veulent en être. L'actif numéro 1 de l'UE est son marché intérieur, justement dénommé marché unique. Le « noyau dur » est une prise de risque par rapport à l'unité du marché intérieur.

Mais maturité ne signifie pas immobilisme. Il ne s'agit pas de faire l'apologie du statu quo même si la parabole delorienne de la bicyclette (on tombe si on n'avance pas) est fausse. On peut faire vivre un système si on l'adapte en permanence, si on le fait évoluer, en fonction des nouveaux enjeux technologiques, stratégiques, sociétaux...

## Trois pistes de réflexion et d'action : protéger, compléter et assumer.

### 1- Protéger au niveau de l'UE : c'est l'attente première des citoyens européens : libertés, droits, sécurité, climat, flux migratoires excessifs, emplois, création.

Cette attente est un ressourcement : à l'origine du projet européen étaient la paix et la sécurité, que l'on redécouvre. Elle est aussi une révolution car tout le système de l'UE a été bâti en laissant de côté la sécurité. Dans le document préparé par l'UE à la demande de Cameron pour son référendum, il était réaffirmé que la sécurité était nationale. Le grand risque est de donner le sentiment que l'UE s'en désintéresse. Le citoyen attend une protection par la puissance publique. L'UE doit assumer cet objectif dans le cadre de ses compétences. Or le système a été conçu pour libérer, non pour protéger : où placer le curseur entre libération et protection (règle, norme) ? Le RGDP (Règlement général sur la protection des données personnelles)<sup>3</sup> est un exemple d'équilibre entre les libertés individuelles et le besoin de développement de l'économie numérique. Idem pour le « screening » (imparfaitement rendu en français par « criblage ») des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques (février 2019) ou la politique commerciale anti-dumping. Il s'agit de bien placer le curseur. L'agenda de protection est pleinement justifié.

---

<sup>3</sup> Le **règlement n° 2016/679**, dit **règlement général sur la protection des données** est un règlement de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel<sup>1</sup>. Il renforce et unifie la protection des données pour les individus au sein de l'Union européenne. Après quatre années de négociations législatives, ce règlement a été définitivement adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016. Ses dispositions sont directement applicables dans l'ensemble des 28 États membres de l'Union européenne à compter du 25 mai 2018. Ce règlement remplace la directive sur la protection des données personnelles adoptée en 1995 (article 94 du règlement) ; contrairement aux directives, les règlements n'impliquent pas que les États membres adoptent une loi de transposition pour être applicables<sup>2</sup>. Les principaux objectifs du RGPD sont d'accroître à la fois la protection des personnes concernées par un traitement de leurs données à caractère personnel et la responsabilisation des acteurs de ce traitement. Ces principes pourront être appliqués grâce à l'augmentation du pouvoir des autorités de régulation<sup>3</sup>.

## 2- Parachever

La crise grecque n'a pas provoqué de dislocation de la zone euro. Ni la pression migratoire celle de l'espace Schengen. Le système est résilient. Mais il comporte des lacunes, des risques, des fragilités. Il faut consolider l'Union économique et monétaire. A parachever : l'union bancaire, la coordination des politiques économiques, l'intégration des marchés de capitaux (car l'épargne européenne est mal mobilisée). L'UEM résisterait-elle à une crise plus forte que celle de la Grèce (risque italien) ?

Le système Schengen est résilient en régime de croisière mais pas en temps de crise. Il est incomplet car la priorité a été donnée à la libre circulation et une moindre attention a été portée à la politique extérieure des frontières. Il faut investir : Frontex, règles, personnel dédié, assistance aux pays de la frange.

Enfin, il faut adapter, armer en permanence le marché intérieur face aux nouveaux enjeux : technologies, compétition internationale. Il n'y a pas de marché numérique européen intégré. Compléter, renforcer, parachever, c'est moins exaltant que parler de renaissance ou de refondation, mais plus pertinent et réaliste au plan politique.

## 3- Assumer

Angela Merkel déclare : « il faut prendre son destin en main » ; Emmanuel Macron parle de « souveraineté européenne ». Il s'agit de réaliser la nécessité d'une dimension stratégique, en toute conscience des réalités du monde : moins d'Amérique, plus de Chine, plus de compétition, moins de coopération. C'est difficile pour l'UE, nourrie d'idéalisme des droits et du rôle de la norme.

Il faut assumer que l'UE doit s'affirmer comme « acteur ». Comment insuffler cette dimension stratégique ? Comment repenser nos politiques avec des objectifs stratégiques ?

- Faire de la zone euro un instrument de souveraineté internationale (face à l'unilatéralisme américain et aux sanctions)
- Faire de Schengen un outil de gestion des politiques migratoires, au lieu de l'introversion sur la libre circulation
- Faire du marché intérieur numérique un modèle européen (économique, culturel, sociétal)
- Faire de la politique de la concurrence un instrument conquérant
- Refaire de la politique de la norme (cœur de métier de l'UE, avant tout union de régulation) un outil de soutien à l'industrie de l'UE (exemple : la norme GSM en téléphonie a été dominante dans un continuum recherche/industrie/marché). Il faut retrouver cette capacité perdue face aux nouveaux enjeux : véhicules autonomes (R&D, normes et règles (licences), industrie dans l'UE).

En conclusion, l'enjeu est d'agir sur le contenu des politiques, de manière lucide, déterminée et réaliste. « N'être ni déprimé ni mégalomane » (selon Peter Sloterdijk)<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> « Réflexes primitifs. Considérations psycho-politiques sur les inquiétudes européennes », Payot, mars 2019

# Au-delà de l'affaire Carlos Ghosn, quels effets du retour des nationalismes économiques sur la poursuite de la croissance européenne ?

---

« Si les annonces américaines étaient confirmées (sur l'acier et l'aluminium), il s'agirait d'une très mauvaise réponse à l'environnement international que nous connaissons parce que c'est **du nationalisme économique** » a estimé Emmanuel Macron. « Le nationalisme c'est la guerre [...] Il est important dans ce contexte que l'Union européenne réagisse rapidement dans le cadre de l'OMC et de manière proportionnée » (5 mars 2018).

Le nationalisme économique était considéré jusqu'à présent comme une pensée archaïque en voie de disparition. Donald Trump a relancé le débat en dénonçant les excès commis par des pays concurrents comme la Chine, le Japon ou l'Allemagne. Le Président des Etats-Unis prône un recours au protectionnisme pour maintenir de l'emploi sur le territoire américain. La remise en cause des traités commerciaux ouvre une nouvelle ère de la mondialisation des échanges. La guerre économique n'est plus à exclure dans les confrontations économiques du XXI<sup>e</sup> siècle.

En réalité, dans la tradition américaine, le libre-échange et les mesures de protection sont les deux versants complémentaires de la stratégie. Le premier est assimilé à l'offensive et le second à la défensive. L'un part d'une position de faiblesse (hier la fermeture d'un marché à ouvrir par la politique de la canonnière ; aujourd'hui le déficit commercial à corriger par des importations accrues) ; l'autre exprime une position de force.

Le libre-échange imposé prit la forme à partir de 1899 de la politique de la « porte ouverte » à l'égard de la Chine (John Hay), à la suite de l'ouverture forcée du marché japonais par le Commodore Perry (1854). La demande américaine de rééquilibrage des échanges commerciaux avec la Chine impliquerait que celle-ci s'engage à importer pour près de 1200 Mds de \$US de biens et services sur six ans (soja, maïs, gaz naturel, pétrole et avions Boeing, soit 10% des commandes totales de la série Max, désormais bloquées). Pour y parvenir, la Maison Blanche a imposé deux séries de mesures protectionnistes depuis avril 2018 (3 avril 2018, sur 50 Mds ; 17 septembre sur 200 Mds, portés à 267 Mds après les mesures de rétorsion chinoises du 18 septembre). La coercition est inhérente au libre-échange. Comme l'indiquait l'amiral Alfred Mahan (*The Problem of Asia: its Effect upon International Politics*, 1900), "the "open door" can be maintained only by readiness to enforce it".

# Passage en revue des facteurs et des effets du nationalisme économique dans le monde et en Europe

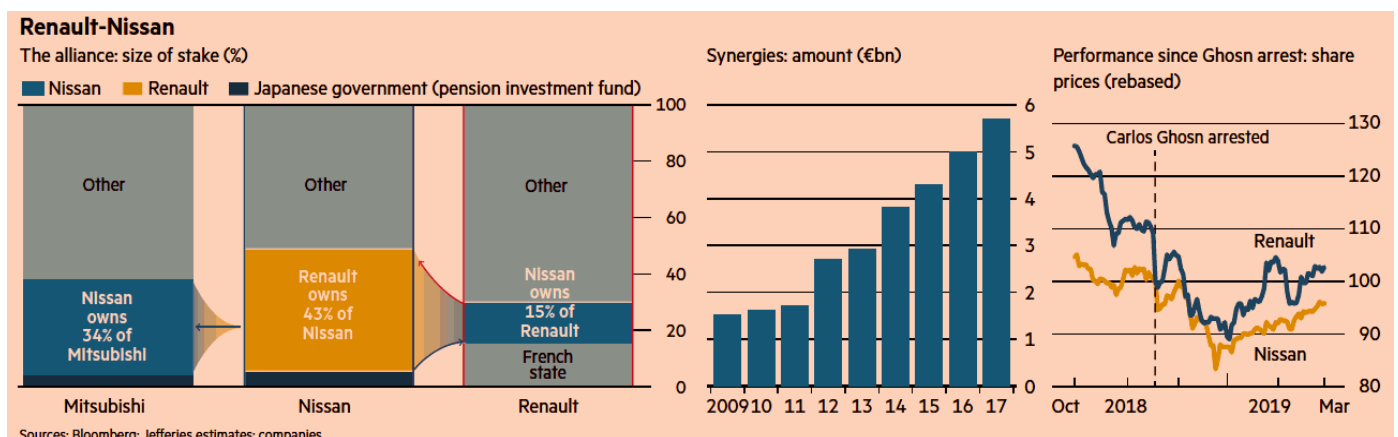
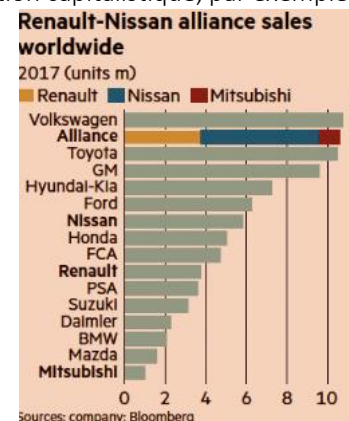
## 1- Japon et France (Renault Nissan Mitsubishi)

L'affaire n'est pas terminée. Elle est née selon toute vraisemblance d'une réaction préventive de l'état-major de Nissan devant les projets de fusion préparés par Carlos Ghosn, dont certains collègues ont su exploiter les vulnérabilités. Le nouveau président de l'Alliance, Jean-Dominique Sénard, qui a donné des gages de bonne volonté à la partie japonaise (il ne sera pas président de Nissan mais vice-président, à hauteur des 43% des actions détenues par Renault), insiste beaucoup sur la dimension culturelle de la relation.

Question : « Aller de l'avant, c'était selon Carlos Ghosn réaliser une plus forte intégration capitaliste, par exemple sous un holding commun... : Je n'en ai pas parlé avec Carlos Ghosn, et les équipes qui m'entourent ne sont pas mobilisées sur ce sujet. Ma priorité absolue est de démontrer l'efficacité de cette union culturelle dans le cadre que nous venons de définir. Je reconnais que le legs de l'histoire, cette architecture de participations croisées, est complexe. Mais vivons avec, assumons, et allons de l'avant. La seule fusion dont je me préoccupe est celle de nos cultures. Toute autre réflexion ne serait à ce stade pas pertinente ».

*Le Figaro*, 17 mars 2019.

Le Président français a rassuré le Premier ministre japonais de l'engagement de la France dans l'Alliance Renault Nissan Mitsubishi (Alliance= 450000 employés et 10 millions de voitures/an)



« The arrest last November of Mr Ghosn in Tokyo on charges of financial misconduct at Nissan, Renault's Japanese partner, has reignited a simmering rivalry between the French and Japanese nationalists in each camp of the international car alliance. For many on the French side, the sudden detention of Mr Ghosn and the refusal to release him on bail coincided with a plan to topple him and rebalance the Renault-dominated alliance in Nissan's favour. That theory is shared by Mr Ghosn and his allies, who say he planned to unite Nissan and Renault in a holding company that would probably have meant executive job losses in Japan. All of this has left Paris in a bind: scrambling to preserve an alliance that became a byword for successful

industrial co-operation but also shocked at the way Mr Ghosn has been treated. As one Renault adviser says of Nissan's aggressive tactics: "The attack is massive and the organisation of it spectacular... If you respond to the attack with counter-attacks, then you will explode the alliance, so we've decided not to get into a discussion about whether there is a plot or not ».

*Financial Times* 14 février 2019.

## 2- Etats-Unis et Chine

Les tensions sino-américaines ont un impact sur la croissance chinoise, dont la poursuite est freinée, comme l'a indiqué le PM Li Keqiang lors de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale (5-15 mars 2019, 3000 délégués), avec comme le thème principal, l'économie. Une loi sur les investissements étrangers est en préparation pour faciliter l'accès au marché chinois. La croissance ralentit pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 30 ans. Les chiffres ont été réévalués à la baisse de 2 points par la Brookings (depuis 2008, soit un PNB de 12% inférieur).

Elles n'ont pas contribué à réduire le déficit commercial US et elles ne pourront pas contraindre Pékin à changer de modèle économique, fondé sur le rôle central des sociétés d'Etat. Une croissance ralentie aura des effets politiques, en bas sur les Mingong, travailleurs flottants contraints de revenir à la campagne, et en haut, chez le million de cadres purgés qui nourrissent un fort ressentiment. Mais Xi Jinping ne sera pas le Gorbachev chinois : il est passé des 6 stabilités aux 7 risques (dans tous les domaines).

Parmi les indicateurs d'une récession relative : la hausse des fuites de capitaux (60 Mds\$ par mois, placés d'abord en Suisse), du fait d'un manque de confiance ; le ralentissement de l'économie taiwanaise - boîte de résonance de la situation sur le continent - depuis 2018, liée à la fragilité du modèle économique taiwanais (part prépondérante de la Chine dans les exportations (1<sup>er</sup> investisseur sur le continent et 35 millions d'emplois dépendent des firmes de Taiwan) (voir note de la DG Trésor du 6 mars 2019)

Les experts s'accordent sur le constat d'un dynamisme moindre (contexte international et freins à la consommation interne – l'épargne est forte pour garantir les frais élevés de scolarité, l'incomplétude de la sécurité sociale et la faiblesse des retraites). La croissance reste tirée par les investissements d'Etat et les exportations.

Il reste que le modèle chinois de développement reste attractif dans nombre de pays émergents, en raison du rôle de l'Etat et des priorités nationales (Etat fort et Plan). Sa force de frappe financière séduit également nombre de pays européens (à commencer par l'Italie – visite du Président Xi Jinping le 22 mars 2019). Enfin, la zone d'influence du renminbi s'étend au détriment du bloc dollar ; elle représenterait 30% du PIB mondial du fait des accords monétaires avec les pays BRIC et d'Asie orientale (won, dollar de Taiwan), d'Amérique latine (real brésilien, pesos colombien, chilien et mexicain) et d'Afrique (accords de mise à disposition de renminbis en échange de leurs devises avec les banques centrales du Nigéria, d'Egypte, d'Afrique du sud, du Ghana et du Zimbabwe). Si le poids du renminbi dans les réserves



des banques centrales est encore très réduit – 1,8% selon le FMI - il va monter à 5,6% en 2025. Le passage d'un système bipolaire (dollar et euro) à un monde monétaire tripolaire est en cours.

Le déficit commercial américain est en hausse et s'établit à 621 Mds \$US en 2018, en hausse de 68,8 sur 2017. Il est de 420 Mds \$US avec la Chine et de près de 170 Mds \$US avec l'UE selon le Département du Commerce (US Commerce Dpt, Bureau of Economic Analysis, March 6, 2019).

### Annual Summary for 2018 Exports, Imports, and Balance (exhibit 1).

For 2018, the goods and services deficit was \$621.0 billion, up \$68.8 billion from \$552.3 billion in 2017. Exports were



\$2,500.0 billion in 2018, up \$148.9 billion from 2017. Imports were \$3,121.0 billion, up \$217.7 billion from 2017. The 2018 increase in the goods and services deficit reflected an increase in the goods deficit of \$83.8 billion, or 10.4 percent, to \$891.3 billion and an increase in the services surplus of \$15.0 billion, or 5.9 percent, to \$270.2 billion. As a percentage of U.S. gross domestic product, the goods and services deficit was 3.0 percent in 2018, up from 2.8 percent in 2017.

The deficit with China increased \$43.6 billion to \$419.2 billion in 2018. Exports decreased \$9.6 billion to \$120.3 billion and imports increased \$34.0 billion to \$539.5 billion.

The deficit with the European Union increased \$17.9 billion to \$169.3 billion in 2018. Exports increased \$35.4 billion to \$318.6 billion and imports increased \$53.3 billion to \$487.9 billion.

The surplus with South and Central America increased \$7.3 billion to \$41.5 billion in 2018. Exports increased \$13.6 billion to \$163.8 billion and imports increased \$6.3 billion to \$122.3 billion.

La politique résolument protectionniste du président républicain, dans une volonté de placer "l'Amérique, d'abord", n'a pu empêcher l'afflux record des importations en provenance de Chine, du Mexique et de l'Union européenne, malgré les taxes douanières punitives imposées aux biens venus de l'étranger. Et, sans l'excédent des échanges de services (+270,2 milliards), le déficit commercial atteint même 891,3 Mds (+10,4 %), un record absolu dans l'histoire de la première puissance mondiale. De quoi hérissier Donald Trump, qui a fait de la réduction de ce déficit une priorité de sa politique économique.

Selon la Direction du Trésor (13 février 2019), la demande interne (plein emploi, investissement, baisse d'impôts, politique budgétaire expansionniste) a soutenu l'activité économique en 2018. Mais les retombées des tensions commerciales commencent à freiner la croissance (renchérissement des importations. La Fed de New York estime que ces mesures auraient contribué à augmenter l'inflation de 0,3 point en 2018, et le *Congressional Budget Office* évalue leur impact sur la croissance à 0,1 point de PIB d'ici 2022. Ceci explique qu'**après plusieurs hausses de taux consécutives**

au cours des derniers trimestres, la Fed poursuit la remontée des taux d'intérêt avec une prudence plus marquée. Après deux années d'activité soutenue, les observateurs anticipent un ralentissement de la croissance en 2019.

Le commerce extérieur des Etats-Unis présente une structure des échanges stable : matériels de transport, produits chimiques, machines et produits informatiques représentent respectivement 41,9 % des exportations et 49,9 % des importations du 1<sup>er</sup> semestre 2018. **S'agissant des exportations, les hausses les plus significatives concernent le pétrole et le gaz (+70,9% en glissement annuel), ainsi que les produits du pétrole et du charbon (+23,4%) - une tendance qui s'inscrit dans le cadre d'une forte croissance de la production américaine de pétrole et de gaz naturel depuis une dizaine d'années.**

Dans le même temps, les principaux secteurs d'importation des États-Unis affichent une progression soutenue, avec

Principaux partenaires commerciaux des États-Unis au S1 2018 (X+M)			
Rang	Pays	Part	Part cumulée
1	Chine	15.2%	15.2%
2	Canada	15.1%	30.3%
3	Mexique	14.6%	44.9%
4	Japon	5.1%	50.0%
5	Allemagne	4.4%	54.4%
6	Royaume-Uni	3.1%	57.5%
7	Corée du Sud	3.0%	60.5%
8	France	2.1%	62.6%
9	Inde	2.1%	64.7%
10	Italie	1.9%	66.6%
11	Taiwan	1.7%	68.3%

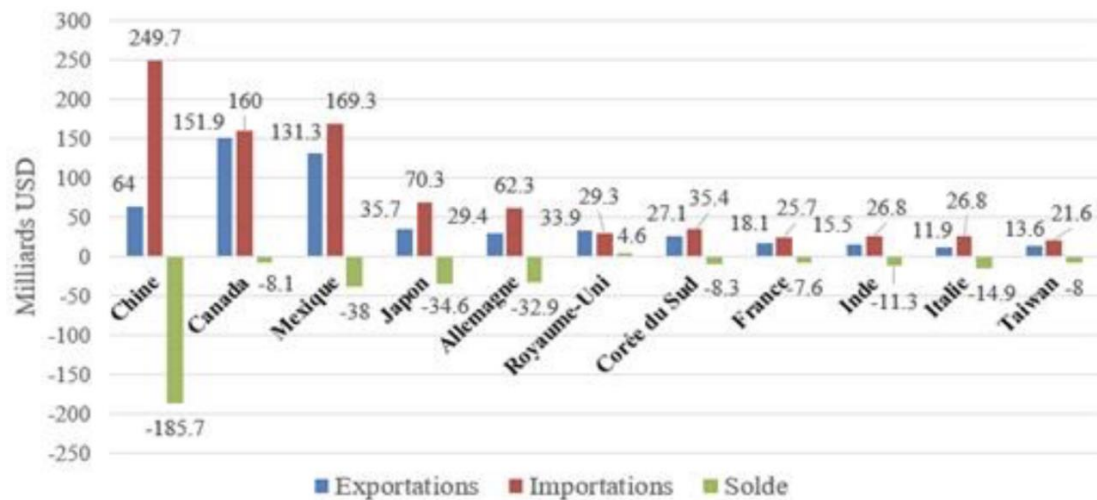
des pics à +25,5% pour les produits du pétrole et du charbon ainsi que +18,8% pour le pétrole et le gaz. Parmi les imports qui se révèlent également très dynamiques, figurent notamment les produits chimiques (+15%), les machines (+14,2%) et les produits métalliques de première transformation (+12%). **Les échanges des Etats-Unis avec leurs principaux partenaires commerciaux (Chine, UE, Canada, Mexique) poursuivent leur expansion.** Alors que le Canada perd sa première position historique et recule d'un rang, le Mexique conserve sa place de troisième partenaire commercial des États-Unis. Au total, les échanges nord-américains représentent près de **30%** de

l'ensemble des échanges de biens des États-Unis.

Source: US Census Bureau, Trade in Goods, Not seasonally adjusted

Enfin, la relation commerciale transatlantique bénéficie d'une forte progression des échanges de biens entre l'Union européenne et les États-Unis, qui s'élèvent à près de **400 Mds \$US** (+14,3%, contre +2,3% l'an dernier). Cette tendance expansionniste se reflète tant dans l'augmentation des exportations américaines vers l'UE (+15%) que dans celle des importations européennes aux États-Unis (+13,8%). **Elle fait de l'UE-28 la première destination des exportations américaines et la deuxième source des importations des États-Unis derrière la Chine.** Plus précisément, les échanges de biens américains ont cru de +11% avec l'Allemagne (atteignant 92 Mds \$US au total) et la France (44 Mds \$US), ainsi que +18% avec le Royaume-Uni (63 Mds \$US) (US Census Bureau).

### Structure géographique des échanges de biens des États-Unis au S1 2018 (par ordre d'importance des partenaires commerciaux)



**Relation économique bilatérale France Etats-Unis** : les échanges de biens et services entre les deux pays ont représenté 139 Mds \$US en 2017, en hausse de 16 % par rapport à 2016<sup>1</sup>. Selon Eurostat, les échanges de biens s'élevaient à 77 Mds \$US en 2017, tandis que les échanges de services s'établissaient à 62 Mds \$US sur cette même année. Les investissements directs réciproques forment un élément majeur de la relation économique bilatérale. En 2016, les stocks d'investissements directs à l'étranger (IDE) représentaient 268 Mds \$US de la France vers les Etats-Unis et 78 Mds \$US réciproquement selon l'U.S. Bureau of Economic Analysis - BEA. Les Etats-Unis sont ainsi le 1<sup>er</sup> investisseur en France et la France le 6<sup>ème</sup> investisseur aux Etats-Unis. Ce lien très fort est confirmé par l'analyse des données de flux d'IDE, les nouveaux investissements français vers les Etats-Unis s'élevaient en 2016 à 19 Mds \$US, en 5<sup>ème</sup> position mondiale, plus conséquents que ceux venus de l'Allemagne ou du Japon, quand la France attirait réciproquement 1,9 Mds \$US sur la même période. La R&D est au cœur de nos relations économiques. Les Etats-Unis ont représenté en 2017 le quart des nouveaux projets R&D en France (source : Business France) et les entreprises américaines investissent 2 Mds \$US en R&D annuellement. Réciproquement, les entreprises françaises financent la R&D américaine à hauteur de 5 Mds \$US par an, soit 10 % de la R&D étrangère aux Etats-Unis (source : BEA). 89 % des dépenses en R&D d'entreprises françaises sont concentrées dans le secteur manufacturier et la France est la 1<sup>ère</sup> source de R&D étrangère dans l'électronique et l'informatique aux Etats-Unis. Plusieurs entreprises françaises sont partenaires des centres de recherche universitaire ou du Département américain de la Défense. Chaque année, environ 50 000 brevets sont déposés par des entreprises américaines en France et françaises aux Etats-Unis. Des échanges économiques très intenses dans les domaines de pointe. Les entreprises françaises sont historiquement très présentes aux Etats-Unis dans les domaines de haute technologie, liés notamment à la défense, à la sécurité et à la biométrie, ainsi que dans l'industrie du futur. Réciproquement, en 2017, 28 % des projets d'investissements américains en France étaient dans le domaine des nouvelles technologies, et les Etats-Unis ont représenté 35 % des investissements étrangers dans ce secteur. Début 2018, plusieurs grands groupes technologiques américains ont annoncé l'ouverture de centres de recherche européens en France, dans l'intelligence artificielle et la cyber sécurité. Selon la Chambre de Commerce américaine en France, 96 % des investisseurs américains considèrent la France comme une destination attractive dans le numérique.

**Tableau : Les IDE aux Etats-Unis, en Mds USD**

	Stocks	... dont in- dustrie
Royaume-Uni	598	257
Canada	454	126
Japon	424	139
Allemagne	373	146
Irlande	280	200
<b>France</b>	<b>268</b>	<b>127</b>
Suisse	197	88

Source: U.S. BEA, 2016, par pays de l'investisseur ultime

**Tableau : les emplois associés aux IDE aux Etats-Unis**

	Emplois aux Etats-Unis (milliers)	... dont secteur manufacturier
Royaume-Uni	1 140	193
Japon	856	632
<b>France</b>	<b>678</b>	<b>194</b>
Allemagne	674	249
Canada	636	116
Suisse	468	166

Source: U.S. BEA, 2015, par pays de l'investisseur ultime

Les fortes interdépendances USA Europe limitent le risque de crise dans les échanges.

### 3- Populismes et économie en Europe : Italie et Pologne

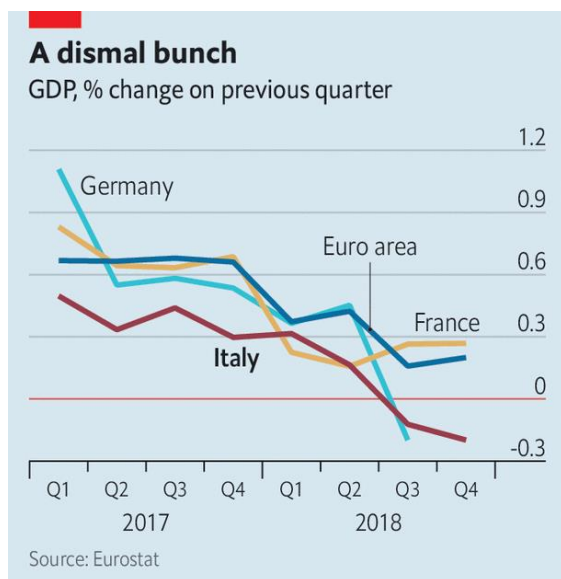
Ces deux pays ont des références politiques communes et des trajectoires économiques opposées. Ils entendent peser sur l'avenir de l'UE, selon un axe conservateur Varsovie-Rome, concurrent de celui entre Paris et Berlin (pour autant qu'il existe encore – voir en conclusion) Ils sont tous deux d'importants partenaires économiques de la France. Le populisme italien (depuis mars 2018) coïncide avec une récession prononcée. A l'inverse, c'est l'excellente santé économique de la Pologne qui finance les choix très conservateurs de Varsovie.

Le populisme est un style qui prétend apporter des solutions simples à des problèmes compliqués via des outils simples (référendums, réseaux sociaux de vote permanent), qui dénie le rôle des experts, des « sachants » et des structures intermédiaires au prétexte qu'ils ne sont pas élus et qui entretient le fantasme d'un peuple élu et homogène contre des dirigeants qui comploteraient. Ce style met en scène des ennemis verticaux, l'Europe, et horizontaux, l'autre et l'immigré. Les populistes italiens consacrent plus de temps à saturer les réseaux sociaux qu'à tenter de redresser une économie en récession et en panne d'infrastructures.

### 4- Italie : un an de populisme, Italia Prima

Le PIB réel reste inférieur de 5% à son niveau d'avant-crise (2007), ce qui marque un décrochage par rapport à la moyenne de la zone euro (+6% au-dessus du niveau de 2007). Le PIB réel a baissé de 9% entre 2007 et 2014. Le pays est entré en récession en 2018 ; les prévisions de croissance sont de 0,2% en 2019 (productivité faible en raison de la faible taille des entreprises par rapport à la trajectoire d'innovation, dette publique de 131,8 % du PIB – ce qui se traduit par un poids élevé des intérêts (3,8% du PIB) politique budgétaire expansive cherchant à s'affranchir des règles de l'UE, menace d'ouverture d'une procédure de déficit excessif, qui a conduit le gouvernement Conte à abaisser l'objectif de déficit de -2,4% à - 2% pour 2019).

Le gouvernement de coalition Ligue - Mouvement Cinq Etoiles (M5S) a remis en cause plusieurs réformes



The Economist

structurelles antérieures (réforme des retraites – le « niveau 100 » cumule 38 ans de cotisations et un âge de départ à 62 ans - et du marché du travail). Les mesures phares du contrat de gouvernement ont été préservées : revenu de citoyenneté, retraites anticipées, introduction de la Flat-tax, révision à la baisse des dispositifs fiscaux du plan Industria 4.0 (amortissement, crédit d'impôt R&D). Les tensions avec la Cofindustria vont croissant (retard dans les projets d'infrastructures).

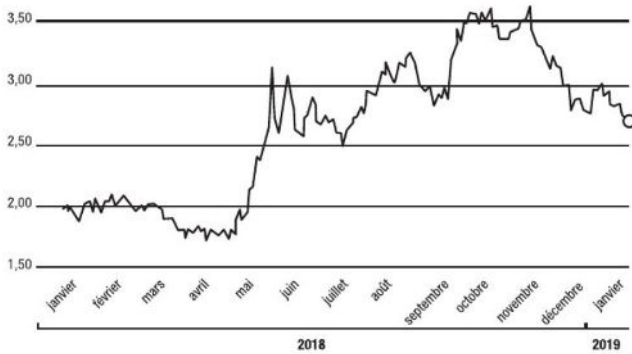
Malgré les désaccords de la coalition (autonomie fiscale accrue des régions du Nord soutenue par la Ligue, ligne TGV Lyon Turin récusée par M5S, recul électoral du M5S, qui continue de représenter les intérêts du Sud), sa popularité tient un « gouvernement de divergences parallèles ». La tension se joue d'abord entre les politiques au pouvoir et les « experts » (économistes, diplomates, corps intermédiaires, cours, conseils et agences), y compris la Banque centrale d'Italie.

Marcello Messoni (expert d'économie financière, Université Luiss, Rome) parle d'un optimisme aux contours politiques – Salvini est en campagne permanente, via Facebook, et reste très populaire - sans écho économique. Les mesures fiscales favorisent les banques locales (hausse des impôts sur les plus grandes) et les plus petites entreprises (réduction d'impôts pour les firmes de moins de 65000 euros de revenus), schéma inverse de ce qu'il conviendrait de faire. La bataille culturelle conduite par Salvini – Di Maio– souveraineté, immigration, défiance de l'étranger et de l'UE – est-elle déjà gagnée ?

### Prochaines échéances

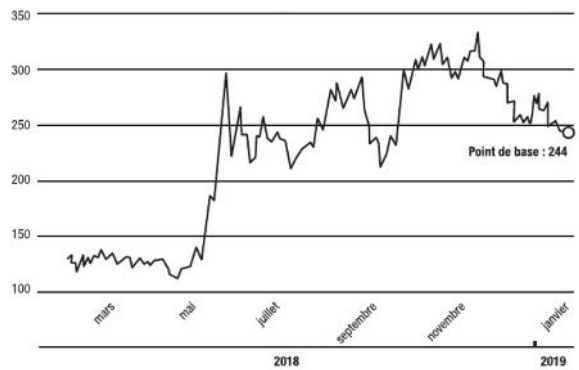
- Mars : visite du Président chinois et signature d'un mémorandum de participation de l'Italie au projet de « Routes de la soie » (avec emprunt auprès de la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures, BAI, Shanghai)
- Mai : Les élections du Parlement européen, pour mesurer le rapport des forces politiques
- Octobre : La négociation de la loi de finance.

Le coût de la dette : taux sur les bons du Trésor à dix ans



Source : Bloomberg.

Spread entre les bons du Trésor italiens et allemands



Source : Bloomberg.

(source : Alberto Toscano, Un an de populisme italien, Fondapol, mars 2019)

**France et Italie :** Les tensions politiques entre Rome et Paris ont contraint le MEDEF et la Cofindustria à réaffirmer leurs intérêts communs lors du forum économique franco-italien de Versailles (28/2 et 1/3/2019). Les échanges se montent à 77 Mds€ (avec un solde positif de 10 Md€ pour l'Italie). La France est le 2<sup>ème</sup> client et le 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Italie, l'Italie étant le 3<sup>ème</sup> client et le 3<sup>ème</sup> fournisseur de la France, qui est le 1<sup>er</sup> investisseur en stock (67 Mds fin 2017) (contre 22 Md€ d'investissements italiens en France, asymétrie liée aux différences de tissus industriels).

## 5- Pologne : gouvernement nationaliste, dynamisme économique et divisions politiques

Le slogan « *Make Poland Great Again* » du parti du pouvoir (parti Droit et Justice, PIS, dirigé par Jaroslaw Kaczynski) exprime le « bon changement » à l'œuvre : retour aux valeurs catholiques favorisées par le Concordat, renouer avec la grandeur passée, patriotisme et souverainisme, style autoritaire (critique des médias, de la cour constitutionnelle, des opposants et de l'UE, dont les fonds structurels généreux sont réduits au financement d'un marché. Il ne faut se fier ni à Bruxelles ni à Berlin, selon le mot d'ordre du Bureau de sécurité nationale. Le PIS dispose de nombreux leviers de pouvoir, l'Eglise catholique en premier lieu (Radio Marya et les écoles) bien que son électorat soit minoritaire. Comme en Italie, le gouvernement fonctionne comme « une machine de protection narrative » (via le contrôle des médias de service public). Le paradoxe est que ce sont l'adhésion à l'UE et les investissements issus d'Allemagne, de France, des Pays Bas et d'Italie qui permettent la réussite économique et le financement d'une politique sociale fidélisant l'électorat du PIS, qui affiche néanmoins son euroscepticisme.

Membre de l'OCDE depuis 1996 et de l'Union Européenne depuis 2004, la Pologne est, depuis son adhésion, l'une des économies les plus dynamiques d'Europe centrale et orientale. Ce dynamisme (croissance annuelle moyenne de 4% entre 2004 et 2017) s'est maintenu en dépit de la crise économique et financière, faisant de la Pologne la seule économie européenne à éviter la récession en 2009. Pouvant s'appuyer sur le plus grand marché intérieur de la région (38 millions d'habitants et un PIB de plus de 450 milliards d'euros), la Pologne constitue une porte d'entrée prisée vers les marchés d'Europe centrale et orientale. L'économie polonaise, engagée depuis la chute du régime communiste dans un vaste processus de transformation et de modernisation, converge progressivement vers ses voisins d'Europe

occidentale (le PIB par habitant polonais atteignant en 2017, à parité de pouvoir d'achat, 70% de la moyenne européenne). Le chômage est de 3,4% (fin 2018), avec une forte pression sur les salaires.

Afin de rééquilibrer le tissu économique industriel et d'entreprises en général, dans un sens plus favorable aux acteurs nationaux, le Gouvernement a adopté un « *Plan pour un développement responsable* » qui comprend cinq piliers: promouvoir une croissance de la production industrielle supérieure à celle du PIB et repositionnée dans la chaîne de valeur ; développer l'innovation des entreprises et augmenter les dépenses de R&D à 2% du PIB en 2020 ; favoriser l'expansion à l'étranger via l'émergence de 400 à 500 PME/PMI exportatrices sur le modèle du Mittelstand allemand ; créer un fonds de développement polonais pour financer le développement économique ; équilibrer régionalement le développement économique et social. Le coût du programme d'ici à 2030 est estimé à près de 1500 milliards PLN (350 milliards d'euros). Il vise à amener le PIB par habitant en Pologne en PPA dans une fourchette de 75 à 78% de la moyenne de l'UE à 28 en 2020, puis à 95% en 2030.

Le gouvernement conservateur a donc les moyens de financer une politique sociale soutenue : le programme 500+ lancé le 1<sup>er</sup> avril 2016 en vue d'augmenter la natalité en Pologne, avec le versement d'une allocation familiale de



500 PLN (120 euros) par mois par enfant à partir du deuxième enfant ; Le retour aux âges de départ à la retraite antérieurs à la réforme de 2012, soit 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2017 ; Les hausses successives du salaire minimum de 8% au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (à 2000 PLN bruts mensuels) puis de 5% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (à 2100 PLN bruts mensuels, soit 488 euros), ainsi que la création

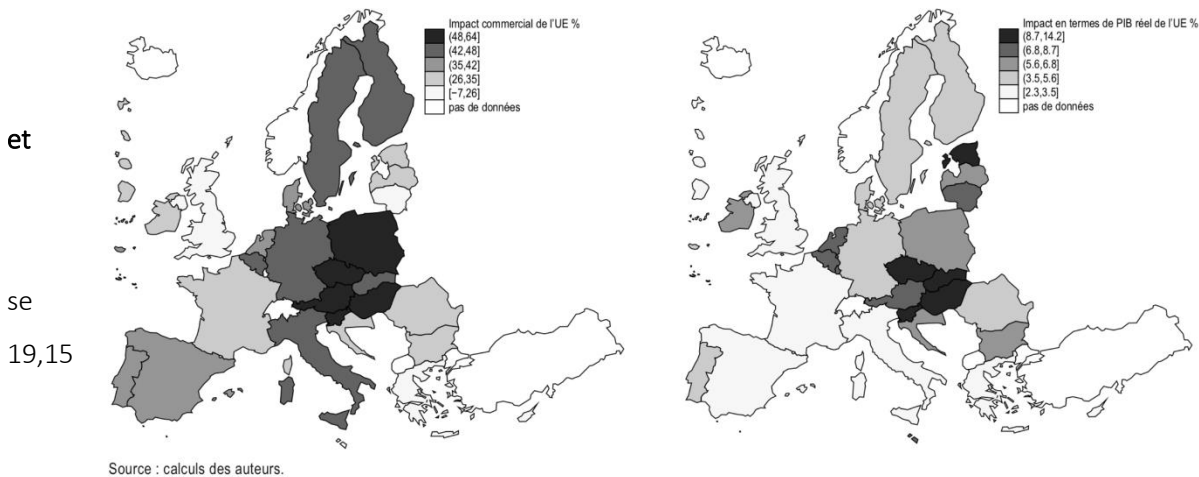
d'un salaire minimum horaire en 2017 (à 13,7 PLN depuis début 2018). Le salaire minimum sera revalorisé de 7,1% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 (à 2250 PLN/ 523 euros bruts mensuels et à 14,7 PLN bruts de l'heure) ; la baisse de l'impôt sur le revenu pour les plus modestes avec le relèvement du seuil de l'exonération fiscale de 3100 à 8000 PLN au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ; la «liquidation» des contrats de travail précaire ; la baisse de l'impôt sur les sociétés à 9% pour les PME. Dans les mois à venir, le gouvernement polonais envisage, entre autres, d'introduire des subventions aux familles nombreuses pour la construction de logement, un nouveau plan de capitalisation des retraites et une restructuration du système de santé. Les mesures sociales mises en place au cours des dix dernières années en Pologne ont tendance à réduire les inégalités et la pauvreté dans le pays, comme en témoigne la baisse de l'indice de Gini de 0,376 en 2004 à 0,285 en 2017. La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté atteint 11,1% en 2015 (contre 12,2% en moyenne dans les pays de l'OCDE). Le taux de pauvreté des enfants atteint 13,4% en 2015 (contre une moyenne de 13,95% dans les pays de l'OCDE) et celui des personnes âgées (66 ans et plus) atteint 8,5% (contre une moyenne de 13,66% dans les pays de l'OCDE) en 2015. L'Etat polonais a sollicité de nombreuses cessions de participations étrangères mais le flux annuel d'IDE reste supérieur à 12Mds€. Le stock est de 167. Le budget prévisionnel pour la campagne des fonds 2021-2027, présenté par la Commission européenne fin mai 2018 laisse envisager une baisse d'environ 15,5%

des fonds des européens alloués à la Pologne (72,724 milliards d’euros en prix courants sur l’ensemble de la période), comparé à la campagne 2014-2020 (où la Pologne aura reçu globalement 86,111 milliards d’euros).

### Prochaines échéances

- Mai : élections européennes
- Octobre : élections législatives (qui se joueront entre le PIS et la Plateforme civique)

Graphique 2 – L’effet de l’intégration européenne sur le commerce de biens et le PIB réel, par pays membre



**France**  
**Pologne :** Les échanges commerciaux montent à Mds€ et la France est le cinquième

partenaire commercial de la Pologne : on compte près de 1.300 entreprises, PME et grands groupes, notamment dans les secteurs des télécoms, de l’énergie, de la distribution et de la banque, qui emploient près de 200.000 personnes (troisième employeur étranger) : la France se place ainsi au quatrième rang des investisseurs étrangers en Pologne (près de 18 Md EUR de stock d’investissements en 2016) et au troisième rang par la capitalisation financière (près de 7 Md EUR d’actifs contrôlés par des entités françaises). En retraitant les flux d’IDE qui transitent par les Pays-Bas et le Luxembourg, la France se place au deuxième rang des investisseurs derrière l’Allemagne (17%) et ex-aequo avec les Etats-Unis avec une part de 11% (source : Direction du Trésor).

### PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie
<b>PIB (variation N/N-1 en %)*</b>								
<b>2018</b>	5,1	4,8	2,9	4,2	4,4	3,5	4,7	3,6
<b>2019</b>	3,5	3,4	2,9	4,1	3,1	2,9	3,1	2,7
<b>2020</b>	3,2	2,6	2,7	3,5	2,8	2,4	2,6	2,4



# Dirigisme et interventionnisme : inflexions inattendues en Europe sur la souveraineté industrielle

## 1- KLM et AIR France

Le Financial Time n'hésite à parler du « dirigisme » de l'Etat néerlandais à propos de la prise de participation dans KLM.

« Dutch dirigisme delivers France a corporate shock. The Hague's stake in Air France-KLM proves interventionist times. It is hard not to relish (goûter) the irony. The Netherlands, a cheerleader for open markets and free enterprise, this week dispensed a dose of dirigiste medicine to the French state. Over a number of days, the Dutch government spent €744m to build a 14 per cent stake in the airline Air France-KLM, informing its French counterparts, who also hold 14 per cent, only at the last minute. The reaction in Paris, already exasperated by Dutch resistance to French euro-zone reform plans, was indignant, with officials accusing The Hague of acting like a corporate raider. Lastly, the Dutch move proves we live in interventionist times. US protectionism, Chinese state capitalism and a clamour for less naivety in Europe about its open markets, with Germany warming again to an activist industrial policy, make it irresistible for governments to jump in and protect their corporate interests. Dutch dirigisme ? Sacré bleu ».

Financial Times 2 3 2019

## 2- EUROPE et CHINE

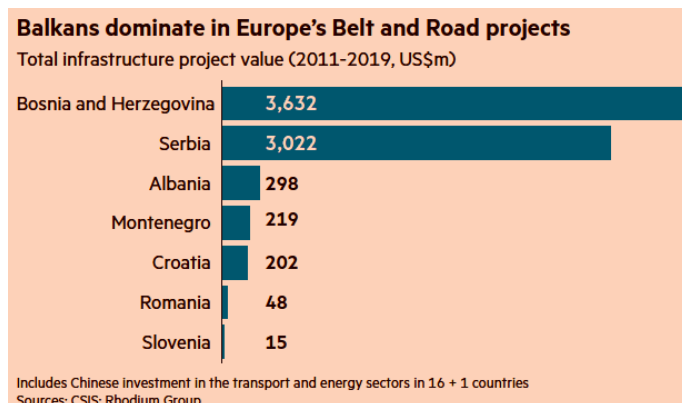


Face à l'offensive chinoise dans le secteur industriel européen, deux politiques semblent se dessiner.

Du côté italien, une ouverture confirmée lors de la visite du Président Xi (22 mars). Selon la Fondation Italie-Chine (Milan), la Chine a investi un total de 13,7 Mds\$ dans 600 entreprises depuis 2000.

Du côté allemand, la mise à l'écart du Président de Kuka par le groupe Midea a alerté le gouvernement qui a

décidé de mieux protéger les actifs stratégiques.



Selon une étude de la banque publique d'investissement KfW, publiée en octobre 2018, le rythme de rachats d'entreprises allemandes de taille moyenne par des investisseurs chinois s'est réduit après le point culminant atteint en 2016. Selon la KfW, cette nouvelle frilosité chinoise s'explique par la résistance politique imposée par Berlin, qui a stoppé la reprise de deux entreprises jugées stratégiques cet été. La crainte de transferts de

technologies a également accru la méfiance des groupes du Mittelstand allemand vis-à-vis des Chinois. Depuis 2005,

302 entreprises de moins de 500 millions d'euros de chiffres d'affaires ont été rachetées par des investisseurs chinois, avec une nette accélération à partir de 2010.

A deux reprises, en août 2018, l'Etat est monté au créneau pour calmer les appétits chinois. La banque publique KfW a pris une participation de 20 % dans 50Hertz l'un des quatre opérateurs d'électricité du pays pour repousser les avances du groupe public chinois SGCC. Dans l'autre cas, l'acheteur chinois Yantai Taihai a renoncé à racheter le fabricant de machines-outils Leifeld à quelques heures d'une réunion gouvernementale qui devait lui signifier un veto. C'était la première fois que les autorités allemandes brandissaient cette arme pour protéger son industrie.

Le champ de ces secteurs protégés s'étend des opérateurs d'infrastructures essentielles comme l'informatique dématérialisée (cloud computing) aux systèmes informatiques hospitaliers en passant par les systèmes d'évacuation des eaux usées, le trafic aérien, l'armement et les technologies de cryptages. « *Nous voulons abaisser ce seuil (de 25 % NDLR) pour pouvoir examiner plus d'acquisitions dans des secteurs économiques sensibles* », souligne Peter Altmaier. Selon une source au ministère de l'Economie le niveau de participation à partir duquel l'investissement pourrait faire l'objet d'un veto pourrait être ramené à 15 % avec une mise en œuvre dès 2019. En 2017, ces derniers représentaient 12 milliards d'euros pour 36 transactions contre... 663 millions en 2016 selon l'Institut de l'économie allemande. Même le patron du renseignement allemand, Hans-Georg Maassen s'en est mêlé en déclarant qu'« *on n'a plus besoin d'espionner quand on peut acheter des entreprises entières* ».

En France, le stock des IDE chinois représentait 1% du total (6 Mds€, en incluant Hong Kong, selon la Banque de France, 2016) mais ce chiffre est sans doute très en-deçà de la réalité en raison du nombre de canaux indirects.

Parmi les acquisitions récentes : la prise de participation de Jin Jiang au capital d'Accor, le rachat du groupe SMCP (Maje et Sandro) par Shandong Ruyi, le projet du groupe Wanda avec Auchan dans le parc EuropaCity et la décision de BYD de construire une usine d'assemblage de bus électriques près de Beauvais. Fin 2016, les 700 filiales d'entreprises chinoises et hongkongaises établies en France employaient plus de 45 000 personnes - dont 10 000 pour le groupe hJinJiang. Selon Business France, les investisseurs chinois créaient ou maintenaient autant d'emplois en France qu'au Royaume-Uni mais moins qu'en Allemagne. Intérêt chinois : technologies avancées, marques, centres de R&D et ouverture vers le marché africain (pour les banques chinoises établies à Paris) (source : Ambassade de France en Chine, janvier 2018)

La volonté de Peter Altmaier de mettre un coup de frein sur les reprises chinoises du Mittelstand et l'échec de la fusion Alstom-Siemens sont le contexte de la publication du [Manifeste](#) franco-allemand pour une politique industrielle européenne pour le 21<sup>ème</sup> siècle avance trois propositions : un investissement massif dans l'innovation, l'adaptation du cadre réglementaire, l'adoption de mesures de protection (technologies, compagnies et marchés).

Sur l'affaire Siemens-Alstom, voir le document publié le lundi 18 mars 2018 par le think tank de la Commission européenne : *'EU Industrial Policy after Siemens-Alstom: Finding a new balance between openness and protection'* (European Political Strategy Center, Bruxelles 18 mars 2019)

The European Commission's decision of 6 February 2019 to prohibit Siemens' proposed acquisition of Alstom has triggered a new phase in Europe's ongoing debate on industrial policy. In December 2018, eighteen EU Member States had issued a joint call for a more ambitious and strategic EU industrial policy, highlighting industry as 'a key driver for growth'.<sup>1</sup>

**There is a palpable feeling that Europe risks being left behind unless urgent action is taken.** On the one hand, there is rising worry that others are not playing by the same rules and that Europe's openness is being used against its own strategic interests. On the other, there is a realisation that Europe may not have done enough to prepare for digitalisation and rising competition, particularly from Asia. Both these concerns must now be addressed in a much more concerted and unified manner.

**This paper explores a possible new balance between openness and protection; between playing defence and offence – as part of a joined-up strategy.** After a brief examination of the Siemens- Alstom case, and of the bigger picture and international context in which Europe's industrial firms operate, it lays out a number of policy options to create a more level global playing field, while shoring up industrial innovation and productivity at home.

**The current sense of urgency is long overdue and welcome** – and must be used for a fact-based reflection, an honest self-assessment and a vigorous discourse on the way forward. Most importantly, it should result in a number of coordinated and transformative actions that are visible and tangible, both in Europe and across the world. As the world's second largest economy, the EU can and must do better in defending its industrial excellence, and the time to do so is now.

**Position de la Commission, du Conseil et du Parlement : [EU-Chine: Une perspective stratégique](#), 12 mars 2019**

China is, simultaneously, in different policy areas, a cooperation partner with whom the EU has closely aligned objectives, a negotiating partner with whom the EU needs to find a balance of interests, **an economic competitor in the pursuit of technological leadership, and a systemic rival** promoting alternative models of governance. This requires a flexible and pragmatic whole-of-EU approach enabling a principled defence of interests and values. The tools and modalities of EU engagement with China should also be differentiated depending on the issues and policies at stake. The EU should use linkages across different policy areas and sectors in order to exert more leverage in pursuit of its objectives.

The EU's response should be based on three objectives: Based on clearly defined interests and principles, the EU should deepen its engagement with China to promote common interests at global level. The EU should robustly seek more balanced and reciprocal conditions governing the economic relationship. Finally, in order to maintain its prosperity, values and social model over the long term, there are areas where the EU itself needs to adapt to changing economic realities and strengthen its own domestic policies and industrial base. Finding the right balance of policy approaches is a political judgement, requiring the attention of the European Council.

**Prochaines échéances**

9 avril : Sommet UE Chine

26 mai: Elections  
Parlement européen

au 2 juillet : Prise de fonction  
du nouveau Parlement



*Courtier européen en investissements*